

MEMOIRE DE STRATEGIE



LES ENJEUX STRATEGIQUES DES RESSOURCES EN EAU DANS LE BASSIN DU JOURDAIN

15 MARS 2000

Major T J CARMICHAEL (Royaume Uni)

**Groupe D3
7° Promotion**

CHAPITRE 1

INTRODUCTION

On a estimé que l'accès aux ressources en eau douce, davantage que celles en pétrole, deviendra l'enjeu principal au Moyen-Orient au début du troisième millénaire. Une enquête traitant des ressources du Moyen-Orient, conduite en 1987 pour le Centre des Etudes Stratégiques et Internationales des Etats-Unis, en a conclu que

« ... la lutte concernant la ressource en eau limitée et menacée pourrait rompre des liens déjà fragiles entre des états régionaux dont le résultat serait des bouleversements sans précédent dans la région »^{1, 2}.

On peut distinguer trois bassins principaux dans la région pour lesquels le partage des eaux constitue, aujourd'hui, l'une « ... des sources de conflit les plus importantes »³ : le Jourdain, l'ensemble Tigre-Euphrate, et le Nil⁴. La tension entre les états riverains du bassin du Jourdain (y compris les Territoires Occupés) a été telle, pendant la deuxième moitié du 20^{ième} siècle, qu'elle a occulté l'importance des tensions dans les deux autres bassins, jusqu'à récemment.

L'accès aux ressources en eaux, ou son emploi en tant qu'outil stratégique, a joué un rôle important au Moyen-Orient depuis des siècles. En 689 av.J.C, Sennacherib d'Assyrie a détruit les canaux d'eau de Babylone en guise de représailles au meurtre de son fils par les hommes de Babylone. Plus tard, le roi Ashurbanipal d'Assyrie a adopté comme stratégie de s'emparer des puits pendant sa guerre du désert contre l'Arabie⁵. A l'époque contemporaine, la création de l'état d'Israël en 1948 a eu pour conséquence de faire du bassin du Jourdain l'un des enjeux les plus importants des conflits du Moyen Orient. A cause d'une tentative de détournement des eaux du fleuve par la Jordanie pendant les années 60, Israël a eu recours à la force afin d'empêcher la construction des barrages. Cette action militaire a contribué aux tensions qui ont amené au

¹ J. Starr et D. Stoll, *US Foreign Policy on Water Resources in the Middle East* (Washington, DC: CSIS, 1987), p. 270.

² Cette citation, ainsi que toutes les suivantes ont été traduites par les soins de l'auteur du mémoire. Elles ne sont pas des traductions officielles.

³ *La rareté de l'eau*, Ramses 2000, p.102.

⁴ Le détail des tensions dans les 2 derniers bassins est hors de sujet de ce mémoire. Il ne sera plus considéré.

déclenchement de la guerre de 1967. Depuis la conquête de la Cisjordanie, Israël dispose d'une ressource en eau douce abondante. Cependant, une tension demeure entre Israël et la population palestinienne de la région.

Afin de comprendre l'importance stratégique de l'accès aux ressources en eau dans le bassin du Jourdain, il convient d'étudier la géographie du bassin. Le bassin du Jourdain, (cf plan en annexe 1), s'étend du Mont Hermon, au nord, à la Mer Morte, au sud.

Bien qu'il traverse quatre états, Israël, la Jordanie, le Liban et la Syrie, 80% du bassin se trouve en Israël, en Jordanie et dans les « Territoires Occupés ». Ces pays ont recours largement au bassin pour satisfaire leurs besoins en eau. La Cisjordanie a pour frontières : au sud le désert de Néguev, à l'ouest le littoral méditerranéen, au nord la Galilée et à l'est le Royaume de Jordanie et le Jourdain lui-même.

Le Jourdain est constitué par la jonction de trois rivières : le Hasbani, qui a sa source en Syrie et traverse le Liban ; le Dan, qui coule entièrement en Israël ; et le Banias, dont la source est également en Syrie. Il se jette au sud dans le Lac de Tibériade. Dans le bassin du Jourdain, deux fleuves constituent des frontières internationales : le Yarmuk et le Jourdain. Le Yarmuk marque la frontière entre la Jordanie et la Syrie et, plus au sud, entre la Jordanie et l'Israël. Au sud du confluent entre le Jourdain et le Yarmuk, le Jourdain constitue la frontière entre la Jordanie et Israël. Quelques experts incluent dans le bassin le territoire occupé du Golan ; ce mémoire s'appuie sur cette idée⁶. Grâce à ces considérations géographiques, on peut percevoir la possibilité de tensions entre pays riverains du bassin en ce qui concerne l'accès à une ressource partagée.

La création d'Israël en 1948 a eu pour résultat un conflit inter étatique et a changé les rapports de force et la politique dans la région⁷. Le désaccord sur les ressources en eau douce du bassin du Jourdain a été un élément central du conflit. La situation est rendue d'autant plus instable du fait que non seulement les frontières séparent les états, mais marquent aussi la séparation entre Israël et le monde arabe. On peut expliquer la crise d'eau dans la région par trois facteurs : l'environnement, l'économie et le politique.

⁵ *Water in Crisis. A Guide to the World's Fresh Water Resources*, Peter H. Gleick (New York: Oxford University Press, 1993), p. 109.

⁶ Natasha Beschoner, *Water and Instability in the Middle East* (London: Brassey's 1992), p. 8.

⁷ Miriam R. Lowi, *Water and Power. The Politics of a Scarce Resource in the Jordan River Basin* (Cambridge: Cambridge University Press), p. 36.

En ce qui concerne l'environnement, les ressources annuelles en eau ne sont ni abondantes ni régulières. Le climat est soit aride, soit semi-aride avec une pluie moyenne en dessous des 250 mm par an. Les ressources renouvelables (les fleuves, les lacs et les sources) et les ressources renouvelables en partie (les nappes de montagne) ne peuvent satisfaire les demandes croissantes de la population régionale.

Quant à l'économie, on utilise beaucoup d'eau douce pour l'irrigation agricole et les plantes ayant un besoin intensif d'eau. Etant donné que ces récoltes sont très rentables, le secteur agricole israélien ne veut pas chercher d'alternative et ces productions apparaissent comme des barrières au changement.

En ce qui concerne la politique, les désaccords continus entre le gouvernement israélien et les autres états riverains (y compris l'Autorité Palestinienne⁸, (AP)) amènent à une impasse.

Les problèmes de ressources en eau ne se limitent pas aux facteurs de l'environnement, de l'économie et de la politique et concernent également une série d'autres problèmes qui contribuent à entretenir la tension dans la région. Parmi eux, citons : l'approche dure du gouvernement israélien vis à vis des autres états et territoires⁹ du bassin, la pénurie en eau pour les Palestiniens des Territoires Occupés, l'effet négatif de la croissance de la population, le rôle que joue la religion dans la région et, enfin, l'hégémonie israélienne.

Ce mémoire a pour objet d'analyser l'importance stratégique d'une ressource en eau limitée et son rôle comme facteur de tension dans la région du bassin du Jourdain. Cette analyse aidera à une meilleure compréhension de l'importance stratégique de l'eau dans les relations inter étatiques, ce qui fait d'elle un enjeu crucial à étudier. Il servira aussi comme base de départ pour d'autres études éventuelles du Moyen Orient.

⁸ L'Autorité Palestinienne a été établie grâce à la « Déclaration des Principes » de septembre 1993 (connue plus largement sous le nom de l'Accord d'Oslo) qui a donné une période intermédiaire de gouvernement pendant 5 ans dans les territoires de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. L'accord a prévu deux phases : pendant la première phase de 5 ans, l'AP serait établie et deviendrait responsable de la bande de Gaza et une enclave limitée en Cisjordanie. La deuxième phase, l'accord de Gaza/Jéricho de 1994, a donné aux Palestiniens un degré d'auto-gouvernement sur les deux tiers de la Bande de Gaza et sur l'enclave palestinienne en Cisjordanie.

⁹ Le mot « territoires » veut dire les Territoires Occupés de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du Golan, bien qu'elles soient *de facto* une partie de l'Israël.

Dans un premier temps, nous examinerons l'insuffisance des ressources en eau douce dans le bassin du Jourdain afin d'identifier l'étendue du problème. Dans un deuxième temps, nous analyserons le rôle que joue la pénurie d'eau dans l'instabilité de la région. Puis nous étudierons des options pour réduire les tensions et l'instabilité¹⁰. Enfin, nous examinerons d'autres sources de tensions pour déterminer si elles sont plus importantes que celle de la stratégie de contrôle de l'eau douce. Ceci nous conduira à la conclusion, qui resituera l'eau comme une cause potentielle de tension et de conflit au début du 21^{ème} siècle.

¹⁰ Le mémoire ne cherche pas à établir un rôle quelconque que pourraient jouer l'ONU ou l'OTAN si la tension dans la région devenait un conflit ouvert, soit à cause des ressources en eau, soit non.

CHAPITRE 2

L'ECHELLE DU PROBLEME : LE DEGRE ACTUEL D'INSUFFISANCE DE RESSOURCE EN EAU DOUCE DANS LE BASSIN DU JOURDAIN

Afin de replacer dans son contexte la rareté de l'eau, il convient d'examiner l'échelle du problème, c'est à dire jusqu'à quel degré les pays riverains du Jourdain sont touchés par le problème. Pour chaque cas, nous essayerons de juger l'influence de la rareté de l'eau sur les secteurs clés de l'économie du pays ou territoire étudié. Cette démarche fondera l'analyse ultérieure des tensions qu'elle génère.

La gestion par Israël des ressources en eau disponibles, la distribution inégale de ces ressources et le caractère imprévisible de la météorologie représentent un déficit égal à l'approvisionnement d'une année pour le pays. Plus de la moitié du pays reçoit une précipitation annuelle inférieure à 200mm¹¹. Pendant la dernière décennie, la croissance démographique est passée de 4,6 millions de personnes en 1991 à 6,8 millions aujourd'hui (chiffre estimé). Le volume du Jourdain supérieur de l'extrémité nord du Lac de Tibériade, qui est le plus important volume d'eau exploitable d'Israël, n'entre que pour 33% des ses besoins. Environ 60% de son potentiel d'eau douce renouvelable (1000 millions de m³ sur 1600 millions de m³) vient de 3 formations aquifères majeures. La nappe phréatique de la côte et celle de Yarqon-Tanim (dite « nappe occidentale », qui se trouve au nord-est et au centre du territoire occupé de Cisjordanie) offrent le gros de l'approvisionnement. Cependant, la nappe côtière a été surexploitée, et l'eau salée a pu s'infiltrer, rendant ainsi inexploitable 20% de la ressource. La nappe montagneuse est aussi très sensible à la surexploitation. Donc, on peut voir que, étant donné l'insuffisance des ressources de surface, Israël est amené à puiser les ressources phréatiques non-renouvelables. Les nappes qui approvisionnent Israël et les territoires occupés sont représentées dans le figuratif en annexe 2.

Le rôle qu'a joué l'agriculture dans la stratégie d'*Eretz Israël* (Le Terre d'Israël) a consacré l'importance déterminante de l'eau dans l'irrigation, et ce en terme d'idéologie et d'économie¹². Cependant, bien que l'eau reste un facteur déterminant pour le succès de

¹¹ Miriam R. Lowi, "Bridging the Divide", *International Security*, Vol.18, No.1 (Eté 1993), p. 117.

¹² Ibid. p. 123.

l'agriculture israélienne, surtout dans la culture des fruits et du coton, la politique israélienne de l'eau reconnaît le risque que posent de telles méthodes intensives, et a introduit un système de charges pour l'eau par lequel les agriculteurs paient pour ce qu'ils consomment, avec une taxe pour la consommation excessive pendant les mois d'été.

Le problème de l'accès aux ressources en eau douce demeure une source importante de tensions entre Israël et les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Après 1967, les autorités israéliennes ont introduit les règlements visant à limiter la consommation croissante des Palestiniens, surtout ceux qui habitaient en Cisjordanie. On peut constater clairement l'inégalité de traitements induits par ces règlements dans les chiffres les plus récents : 118 millions de m³ au profit des 1,4 millions de Palestiniens, pour 50 millions de m³ consommés par les colons israéliens. Les consommateurs palestiniens en Cisjordanie n'utilisent que 6% du potentiel annuel de la nappe occidentale, tandis qu'Israël y entre pour 94%. Il est difficile d'apprécier les effets des actions israéliennes sur la population arabe, mais dans quelques quartiers palestiniens il apparaît que la consommation moyenne en eau est inférieure à 44 litres par personne et par jour. Ceci est en dessous du seuil déterminé par l'ONU comme seuil minimum pour la santé.

Les contraintes imposées sur la consommation de l'eau ont un impact sur les méthodes agricoles employées dans la région. Moins de 7% des terres cultivées en Cisjordanie est irriguée, pour 45% à 50% en Israël. En 1989, seuls 5% des sols cultivés en Cisjordanie revenaient aux colons israéliens. Mais 90% de ces terrains étaient irrigués. La restructuration de l'agriculture en Cisjordanie a eu pour des résultats positifs pour l'économie d'Israël, mais aux dépens des producteurs palestiniens. Par exemple, les Palestiniens n'ont le droit de produire aucune récolte en concurrence avec leurs homologues israéliens. Bien évidemment, Israël serait un marché important pour le secteur agricole palestinien, mais avant qu'ils puissent vendre leurs produits en Israël, les Palestiniens doivent disposer des permis qui sont strictement contrôlés et difficiles à obtenir. Ainsi, l'agriculture est devenue pour les Palestiniens moins profitable. A cause de la perte de territoire du fait des implantations des colons juifs et d'une ressource en eau en quantité trop faible pour pouvoir faciliter une agriculture efficace, l'agriculture palestinienne a subi une chute importante comme secteur d'emploi et comme source de revenu¹³.

¹³ Ibid. p. 130.

La combinaison de l'insuffisance des ressources en eau et la forte croissance démographique (environ 750 000 Palestiniens, plus 5000 colons israéliens, sur un territoire de seulement 360 km³) s'est ajoutée aux soucis des palestiniens à Gaza. Cependant, il faut reconnaître que la situation à Gaza est différente de celle de Cisjordanie. Depuis le mois de mai 1994, les Palestiniens de Gaza ont disposé d'un contrôle plus large de leur destin, car, aux termes de l'accord Gaza / Jéricho, on a conféré à l'autorité palestinienne le droit de supervision de l'accès à l'eau pour la partie de Gaza sous contrôle palestinien. Pourtant, cette décision a généré une perte de contrôle de construction des puits, avec pour résultat la surexploitation des ressources déjà puisées¹⁴. La salinité croissante des nappes qui approvisionnent Gaza aboutira sans doute à un effet contraire sur le développement des fruits citrins – la récolte la plus importante de Gaza – et pourrait menacer les emplois des palestiniens. Les Palestiniens prétendent qu'Israël est en train de réduire le flux d'eau arrivant à Gaza par l'action de pompage et d'extraction des puits dans les colonies israéliennes. Bien que ces actions nourrissent la méfiance palestinienne, elles n'ont qu'un effet mineur sur la limitation de la ressource en eau.

L'annexion du Golan n'a permis aucun accès aux ressources en eau importantes. On a estimé à seulement 19 millions de m³ le besoin annuel des colons israéliens¹⁵. En ce qui concerne les ressources en eau, on ne trouve pas l'importance du Golan en termes de son approvisionnement des colons, mais dans sa position, qui permet de contrôler le flux d'eau du Baniyas vers le Jourdain. Les soucis israéliens d'une perte de contrôle des ressources en eau arrivant en Israël s'étendent à la qualité d'eau qui entre dans le Lac de Tibériade, qui est victime des effets de l'agriculture syrienne en amont du cours d'eau, et à sa quantité, qui pourrait être contrôlée par les Syriens. De ce point de vue, il est clair que le Golan n'est pas seulement d'une valeur stratégique en termes militaires, mais il est considéré par les Israéliens comme la clé de la maintenance d'un approvisionnement en eau de qualité et quantité suffisante d'origine extérieure au territoire israélien. L'avantage stratégique du Golan est donc limité, en ce qui concerne les ressources en eau, à une garantie d'autosuffisance.

¹⁴ Une source citée dans le journal israélien, "Ha,aretz", 25 août 1995, a prétendu que jusqu'aux 500 de nouveaux puits aurait pu être forés depuis l'accord de mai 1994.

¹⁵ Greg Shapland, *Rivers of Discord. International Water Disputes in the Middle East* (Londres : C. Hurst and Company, 1997), p. 27.

La Jordanie subit actuellement une pression croissante à cause de la rareté de l'eau. Un taux de naissance élevé et un apport important d'ouvriers rentrant du Koweït et d'autres états du Golfe Persique après la guerre du Golfe, ont engendré une croissance démographique de presque 4% par année. On estime à 5,7 millions de personnes la population de la Jordanie en 2005, à comparer avec 3,6 millions en 1995¹⁶. Le scénario devient plus complexe quand on considère que la Jordanie partage ses ressources majeures en eau avec ses voisins : le Jourdain et le Yarmuk avec la Syrie et Israël, et les ressources souterraines avec la Syrie, l'Iraq et l'Arabie Saoudite. La consommation par personne est une des moins élevée du monde (205 m³), mais même cette consommation modeste est plus importante que l'offre. Cette année, on estime à 370 millions de m³ le déficit entre la demande et l'offre en Jordanie, ce qui s'élèvera jusqu'à 550 millions de m³ en 2005¹⁷. Beaucoup des problèmes sont de leur fait : une mauvaise gestion, les fuites d'eau municipales et des réseaux d'irrigation, la pollution industrielle et une politique faible des coûts d'approvisionnement rendent pire la situation. Bien que l'on ait donné à l'agriculture la priorité d'usage des flux de surface en Jordanie, elle ne joue pas de rôle important dans l'économie nationale. L'importance accordée à la ressource en eau en Jordanie n'est donc pas aussi poussée que celle dont elle jouit en Israël, ni en termes idéologiques, ni en termes économiques.

Néanmoins, la Jordanie s'est efforcée à améliorer une position qui se détériore, comme le prouve son partenariat avec la Syrie pour le projet de construction d'un barrage dans le Yarmuk. Selon ce projet coopératif, la Jordanie allait se servir de la plupart de l'eau stockée par le barrage et de 25% de l'électricité produite. Mais, après l'imposition du veto de l'état israélien (auquel il a droit en tant qu'état riverain), la construction du barrage n'a pas encore commencé. D'ailleurs la Syrie n'avait pas voulu signer un accord trilatéral, puisque cela aurait impliqué la reconnaissance diplomatique d'Israël¹⁸. Résultat : la Banque Mondiale a annulé l'application à la Jordanie des crédits, puisque ceux-ci n'auraient été donnés que sans accord de tous les pays riverains.

Bien que la Syrie soit sous une pression croissante du manque de ressources en eau, elle profite de plus d'une source principale : l'Euphrate au nord, et le Yarmuk dans le sud. Cependant, la Syrie n'est pas capable de garantir la distribution de ces deux

¹⁶ Beschorner, Op. Cit. p. 15.

¹⁷ Ibid. p. 17.

¹⁸ Shapland, Op. Cit. p. 19.

sources, étant donné que l'Euphrate coule depuis la Turquie et que la Syrie partage le Yarmuk avec ses voisins riverains Israël et la Jordanie. Ces deux situations posent des problèmes pour la Syrie, mais la première est hors du champ de ce mémoire. Les plans syriens pour la consommation d'eau ont comme cœur l'accroissement de l'emploi de l'irrigation afin d'agrandir son secteur agricole, un secteur clé de l'économie dont le bilan est au-delà des 30% du PNB. La Syrie s'implique davantage dans la sécurisation des ressources en eau, plutôt que dans l'optimisation des ressources disponibles. Si elle arrivait à obtenir de telles garanties, la Syrie serait en mesure d'améliorer la rentabilité de son secteur agricole. Les exigences actuelles de la Syrie concernant le retrait d'Israël de « la ligne du 4 juin 1967 » (et, en particulier, du Golan) sécuriseraient un pourcentage significatif des garanties qu'elle recherche¹⁹. L'accès à la côte est du Lac de Tibériade et une position de part et d'autre du Jourdain supérieur auraient pour effet d'améliorer l'accès syrien aux ressources en eau. Plus important cependant est que ceci lui permettrait de contrôler le flux entrant dans le lac de Tibériade²⁰, ce qui donnerait à la Syrie la capacité de détourner d'eau au détriment d'Israël – une situation qui n'est pas acceptable pour Israël.

Parmi tous les pays du bassin du Jourdain, le Liban a l'accès aux ressources les plus importantes de la région (4800 millions de m³ par an) et, en termes proportionnels, il utilise le moins ces ressources, moins de 2000 millions de m³ par an. Bien que la population, actuellement forte de 4,8 millions de personnes, soit en croissance, il n'y a pas eu encore d'insupportables pressions sur l'offre. Cependant, on croit que la seule solution crédible pour la réduction des tensions ethniques dans le pays, principalement entre les chrétiens et les musulmans (surtout les Druze et les Shi'a), est de développer les projets d'eau et d'électricité. Ceci pourrait épuiser les ressources en eau du pays en une génération²¹. Une telle situation pourrait aboutir à un effort important par le Liban pour regagner l'accès à la zone de sécurité tenue par Israël au sud du Liban, où elle contrôle le flux du Litani, qui est la ressource en eau la plus exploitée du Liban.

¹⁹ Ibid. p. 39.

²⁰ Idem.

²¹ Peter Berck et Jonathon Lipow, "Water and an Israeli-Palestinian Peace Settlement" dans *Practical Peacemaking in the Middle East*, Vol. II de *Practical Peacemaking in the Middle East*, ouvrage collectif écrit sous la responsabilité de Steven L. Spiegel et David J. Pervin (3 vols.: New York: Garland Publishing Inc, 1995), p. 151.

CHAPITRE 3

LE ROLE DE LA PENURIE D'EAU DANS LA CREATION D'INSTABILITE DANS LA REGION

En examinant la portée de la pénurie d'eau dans le bassin du Jourdain, on peut constater que les difficultés sont étroitement liées aux problèmes des frontières, à l'occupation du terrain et à la sécurité. L'analyse des tensions actuelles doit, donc, inclure ces problèmes. Afin d'établir le rôle que joue l'eau dans la création ou l'augmentation des tensions, nous allons étudier les rapports entre les pays et les territoires de la région dans le cadre de la pénurie d'eau. L'analyse s'appuiera sur la situation telle qu'elle existe actuellement et inclura aussi des éléments qui ont touché les rapports inter étatiques. Une fois établi le rôle que joue la pénurie d'eau dans l'apparition des crises, d'autres sources de tension seront considérées afin de placer dans son bon contexte le rôle de l'eau en tant que catalyseur de conflit.

Des troubles entre Israël et les autorités palestiniennes, en ce qui concerne les droits d'eau en territoire occupé, ont été la source d'une grande méfiance entre les deux parties. Les attitudes belligérantes et des paroles menaçantes témoignent de la profondeur de l'antipathie actuelle: elles soutiennent la tension malgré les accords de paix que l'on a créés afin d'éviter une telle honte²². L'accord intérim de paix de septembre 1995 entre Israël et les Palestiniens²³ était en effet une phase retardée de l'accord d'Oslo de 1993. L'intention de cet accord était d'élargir la contrôle des affaires civiles en Cisjordanie par l'autorité palestinienne pour inclure la plupart des zones palestiniennes. L'eau a joué un rôle déterminant dans l'accord. La citation du Directeur Adjoint de l'autorité palestinienne d'eau, tirée d'un entretien avec la station radio « La voix de la Palestine » qui commentait les négociations issues de l'accord intérim, met en avant les problèmes qui existent entre les Israéliens et les Palestiniens :

« Le côté palestinien est prêt... C'est un sujet important, car il s'agit de notre eau souterraine [l'aquifère de montagne] dont la source est à l'intérieure des frontières de la Cisjordanie. Il s'agit de l'eau palestinienne, ce qui n'est pas à partager. Il

²² Nous ne rentrerons pas dans le détail des accords de Madrid, d'Oslo et de Wye River.

²³ Dans ce contexte, le mot Palestinien veut dire OLP comme partie à l'accord.

s'agit de l'eau palestinienne, ce que Israël exploite depuis longtemps – depuis 1967. Ils l'ont exploitée à travers de la force militaire et des ordres militaires, et ils ont empêché les Palestiniens de s'en servir... Ce gouvernement réalise quotidiennement une nouvelle histoire et il essaie d'éviter l'application de l'accord. Ils essaient de trouver des méthodes pour dépasser cet accord. Ils construisent des prétextes faibles, style... si nous ne retirons pas les eaux usées, ils suspendront les permis de projets d'eau²⁴. »

Les prétentions palestiniennes, qui sont d'une part belliqueuses, d'autre part en partie justifiables, réveillent les tensions dans la région. Les Palestiniens constatent et dénoncent le fait que l'extraction d'eau en Cisjordanie au profit des implantations israéliennes est illégale. Ils citent les conventions de Genève, dont une rappelle que l'utilisation des ressources naturelles « par un occupant belligérant » aux fins civiles n'est pas licite²⁵. Donc n'importe quelle extraction d'eau ou construction de puits par les Israéliens pourrait être contestée. La position Palestinienne se durcit encore du fait de leur perception de la consommation de l'eau. Ils considèrent, non sans raison, que les colons israéliens gâchent de l'eau, ressource rare, quand ils arrosent leurs pelouses ou construisent des piscines.

De plus, les Palestiniens insistent sur la taille de la division entre les deux parties, ce qui tend à souligner les tensions actuelles. Le phénomène se voit dans un entretien avec un secrétaire d'état palestinien du ministère d'agriculture, à propos de la pénurie des ressources en eau douce en bande de Gaza :

« Le ministère d'agriculture a préaverti... que la pénurie de l'eau a atteint des niveaux dangereux. Des implantations juives sur notre territoire jouissent d'un réservoir sous-terrain énorme et les autorités d'occupation volent notre eau et la donnent aux colons [israéliens]. Israël... a introduit un projet potentiellement endommageant de cultivation de fleurs... [qui] usera et la ressource en eau douce et les fermiers [palestiniens]²⁶. »

²⁴ BBC Monitoring 1997 CD-ROM, traduit de la Voice of Palestine diffusion de la BBC Monitoring Service, 12 mai 1997.

²⁵ Hillel I. Shoval, "The Dispute over Water between Israel and its Neighbours: the Israeli-Palestinian Shared Use of the Mountain Aquifer as a Case Study", *Israel Affairs*, Vol.2, No.1 (automne 1995), p. 220.

²⁶ BBC Monitoring 1997 CD-ROM, tiré de "Al-Hayat al-Jadidah", Gaza le 11 juillet 1997.

Suite aux attentats suicidaires en Israël lancés à partir des bases dans les Territoires Occupés, on a imposé aux Palestiniens de Gaza des restrictions de travail dont le résultat est une réduction de la possibilité d'emploi en Israël. Ceci a obligé beaucoup de Palestiniens à retourner travailler en secteur agricole, ainsi, les ressources en eau, déjà réduites, subissent une consommation en hausse. L'intérêt des Israéliens de soutenir la bande de Gaza n'est pas évident. Elle a peu d'implantations israéliennes (mais celles qu'elle a sont bien encouragées) ; elle n'a pas une grande influence sur le plan économique et son importance stratégique a diminué en même temps que la menace venant du sud s'atténue. Il est donc probable que les efforts pour soutenir les ressources en eau bénéficieront aux colons au détriment de la population majoritaire, c'est à dire les habitants palestiniens de la région. Cette situation semble probable malgré les engagements des accords de paix récents.

L'approche officieuse d'Israël en ce qui concerne la situation des ressources en eau douce apparaît, néanmoins, conciliante. Ils ont dit ouvertement que la quantité d'eau qu'ils donneront aux Palestiniens sera égale à celle donnée aux Israéliens. La déclaration publique est que l'objectif d'Israël est de revenir à une situation équilibrée, mais qu'il faudra « des années pour réaliser ce processus »²⁷. Israël peut apparaître magnanime tant qu'elle contrôle l'accès à l'eau douce en bande de Gaza et en Cisjordanie. En effet, les zones déjà cédées à l'Autorité Palestinienne n'ont pas la moindre implication pour l'accès ou le contrôle de l'eau par Israël, puisqu'elles ne sont pas en amont du cours d'eau par rapport aux consommateurs israéliens²⁸. On pourrait donc dire que les Israéliens n'ont pas encore fait un effort déterminé d'améliorer le sort des Palestiniens, sauf pour des ressources limitées supplémentaires de 28.6 millions de m³ par an et la reconnaissance du fait que les Palestiniens ont droit à l'eau en Cisjordanie²⁹. Le transfert de contrôle des ressources en eau est un sujet tout à fait différent. Il est probable qu'il restera un problème pour l'avenir.

L'attitude altruiste du gouvernement israélien vis à vis des inquiétudes palestiniennes en ce qui concerne la ressource en eau insuffisante ne trouve pas son écho partout dans le pays ou même dans les milieux officieux. L'ancien ministre d'agriculture, Rafael Eitan, a eu le soutien des hommes politique nationalistes quand il a

²⁷ BBC Monitoring 1997 CD-ROM. Traduit du journal israélien "Ha'aretz" : reportage d'un discours en Knesset par le Ministre Ariel Sharon, Tel Aviv le 3 juillet 1997.

²⁸ Shapland, Op. Cit. p. 32.

fait éditer dans des journaux nationaux des annonces dans lesquelles il a mis en exergue que, sous les termes de l'accord intermédiaire, les Palestiniens seraient en mesure d'influencer les ressources en eau douce dans la région. Ceci serait le résultat soit de mauvaise gestion soit de malveillance par surexploitation des nappes fournissant Israël et la Cisjordanie³⁰. Ce constat est fait en sachant que, malgré l'accord d'Oslo et l'accord intermédiaire, Israël garde toujours la capacité d'influencer la construction des puits en Cisjordanie. Le fait que l'autorité municipale israélienne en Cisjordanie a empêché la poursuite des forages par les Palestiniens parce qu'ils n'ont pas empêché la contamination des réservoirs souterrains par des eaux usées témoigne de cette capacité. Il est difficile d'évaluer si ce type de constat par des hommes politique comme Eitan influence des rapports au niveau national, mais il est fort probable que le résultat sera de ne pas diminuer la méfiance mutuelle des deux parties en Cisjordanie.

Les négociations actuelles sur l'accord de paix de Wye River ont lieu sur cet arrière plan de méfiance et d'antagonisme. La rhétorique des Israéliens et des Palestiniens sert simplement à perpétuer les tensions existantes. L'aspect le plus dérangeant des attaques verbales est qu'elles proviennent souvent d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires dont la parole est respectée par la population, donnant à leur propos une caution gouvernementale. Ils justifient de la sorte les tensions graves ou les actes de violence qui en découlent, en leur donnant un soutien officieux.

Le sujet sensible des frontières et du terrain est un thème récurrent dans l'histoire des rapports Israélo-Palestiniens ; ce sujet ne devant pas être séparé du problème des ressources en eau douce. En effet, le seul problème qui puisse être à l'origine d'un échec du processus actuel de paix, soit entre Israël et les Palestiniens, soit entre Israël et n'importe lequel de ses voisins arabes (la Syrie, la Jordanie ou le Liban), sera sans doute celui des frontières et du terrain. Il est probable que le rôle stratégique des ressources en eau ne sera non plus jamais loin de l'esprit de ceux qui conduiront les négociations. Etant donné que l'eau et les frontières jouent toutes les deux un rôle clé dans la stratégie d'*Eretz Yisrael*, il est difficile d'identifier sur quel point Israël cédera pour permettre une amélioration des rapports dans la région.

²⁹ Ibid. p. 33.

³⁰ Berck et Lipow, Op. Cit. p. 140.

Comme nous l'avons déjà montré, la rétention de la Cisjordanie donne à Israël un libre accès aux ressources vitales en eau, tout en créant de la profondeur stratégique. Cette situation est insupportable pour les Palestiniens qui exigent le retrait complet d'Israël sur la ligne d'armistice de 1949 entre Israël et la Jordanie. Mais la frontière actuelle, à l'est de cette ligne, donne aux Israéliens le contrôle de la nappe occidentale du Jourdain, ce qui ne serait pas le cas s'ils respectaient la frontière d'avant 1949³¹. La position d'Israël sur ce point semble être non-négociable, car la perte de la Cisjordanie entraînerait celle de sa ressource en eau la plus importante, ce qui est en fait un « terrain vital »³². Le Golan sécurise quant à lui l'accès aux flux d'eaux entrant dans le lac de Tibériade et améliore la position stratégique d'Israël vis à vis de la Syrie. La zone de sécurité au Sud Liban permet également à Israël de disposer du contrôle de flux d'eau provenant de l'extérieur de ses frontières et servent de zone tampon sur laquelle Israël peut s'appuyer contre les activités terroristes du nord. *De facto*, Israël a modifié ses frontières au détriment de ses voisins, ce qui perpétue les tensions dans la région. Le plan de rétrocéder cette zone est aussi une source importante des tensions d'aujourd'hui en Israël.

Il y a peu de marge de manœuvre dans la quête de la normalisation des rapports entre les Etats riverains du bassin du Jourdain. Selon Shapland :

« ... l'eau est une problématique secondaire, mais non-négligeable, en comparaison de celle du retrait [du Golan], pour la sécurité et la normalisation des rapports »³³.

Les ressources en eau ont donc joué, et continuent à jouer, un rôle dans les stratégies adoptées pour ce conflit. Même si elles n'apparaissent pas alors sous forme de guerre ouverte, elles sont présentes dans les rapports diplomatiques et dans les discussions entre Israël et ses voisins riverains, y compris les Palestiniens des Territoires Occupés.

La Jordanie s'est souvent trouvée dans une position délicate, voire difficile, en tentant d'aider les négociations de paix entre Israël et les Palestiniens tout en étant

³¹ Shapland, Op. Cit. p. 37.

³² Le terrain vital, selon l'OTAN, est défini comme le terrain dont le contrôle est essentiel au succès de la mission. Cette définition sert comme bonne description de l'importance stratégique de la Cisjordanie pour Israël.

³³ Shapland, Op. Cit. p. 29.

simultanément obligée de préserver ses propres rapports avec ses alliés riverains pendant le processus de paix. Dans une lettre à son Premier ministre, dont le texte a été diffusé au cours d'une émission de Radio Jordanienne, l'ancien Roi Hussein disait que :

« ... en ce qui concerne les ressources en eau, nous avons réussi sur le niveau bilatéral [avec Israël] à faire reconnaître nos droits. Nous avons conclu des accords avec Israël qui respectent les droits de toutes les parties... Cependant, nous avons refusé et nous refuserons toujours d'établir des barrages qui violeraient les droits arabes »³⁴.

Ce dernier commentaire a été fait suite à l'annonce de la construction d'un barrage Israélo-Jordanien sur le Yarmuk, perçue comme une tentative par Israël de « créer un désaccord entre la Jordanie et la Syrie, qui avait originellement proposé le projet »³⁵. La Jordanie s'est trouvée dans une position telle qu'elle a dû démentir les allégations selon lesquelles des plans israéliens existeraient pour construire un barrage dans une zone disputée avec la Syrie, ce qu'Israël a vivement nié³⁶. Suite à cet accord supposé des deux pays pour construire le barrage dans la zone de Himmah, le ministre syrien des affaires étrangères aurait averti les autorités Jordaniennes qu'elles assumeraient « une grande responsabilité »³⁷ si elles décidaient de changer la position du barrage.

Il est certain que ces comptes rendus déformés et ces rumeurs n'ont pas aidé le processus de paix. De telles actions, irresponsables et sans fondements, n'ont pas seulement perpétué la méfiance traditionnelle entre Israël et ses riverains, mais elles ont aussi créé de nouvelles tensions entre Israël et la Syrie. Une fois de plus, les ressources en eau semblent être au cœur du problème.

L'assertion de l'ancien Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, selon laquelle « ... Israël s'opposera à un état arabe à l'Ouest du Jourdain [parce qu'un tel état] poserait une menace permanente à notre espace aérien, nos ressources en eau et nos zones de sécurité, » indique clairement les difficultés du processus de paix et confirme les

³⁴ BBC Monitoring CD-ROM 1997, d'une émission de la Radio du Royaume Hashemite de la Jordanie, Amman, le 4 décembre 1997.

³⁵ Hind Mostafa Ali Mohammed, "Water and the Middle East, The Water Conference in Istanbul: Economic Suggestions for Solutions to the Water Problem", *Gulf Report*, novembre 1997 p. 15.

³⁶ BBC Monitoring CD-ROM 1997 qui contient un article du journal israélien "Ha'aretz" du 25 août 1997, qui s'agissait des prétentions que le barrage israélo-jordanien sera construit dans la zone démilitarisée disputée par la Syrie.

tensions existantes. Sa position lie étroitement le problème des ressources en eau à ceux du terrain, de la sécurité et des frontières. Pendant le même discours à la Knesset, Netanyahu a dit :

« La partie Nord d'Israël et ses ressources en eau douce doivent être à l'abri de la menace d'une attaque surprise syrienne. Il faut donc que nous gardions les défenses nécessaires pour bloquer une telle attaque. Voici pourquoi nous considérons le Golan comme une zone vitale à la sécurité d'Israël... Notre objectif... est de boucler le processus de paix avec nos voisins immédiats... avec les Palestiniens, les Libanais et les Syriens... »³⁸.

Le but de ce discours était de rassurer les extrémistes de son gouvernement, opposés à tout rapprochement avec les adversaires arabes, tout en tentant d'apporter la preuve de la bonne volonté d'Israël sur le plan des pourparlers. Cette stratégie est toujours d'actualité. Le gouvernement israélien risque cependant, en adoptant cette double approche, de mécontenter à la fois ses voisins riverains et les conservateurs « durs » pour lesquels le rapprochement est une retraite sans honneur au profit des ennemis d'Israël.

³⁷ Ibid. Du journal londonien, "Al-Hayat" du 8 octobre 1997.

³⁸ Ibid. D'un discours en Knesset émis Israël TV le 27 octobre 1997.

CHAPITRE 4

DES OPTIONS DOTEES D'UN POTENTIEL DE REDUCTION DE LA TENSION ET DE L'INSTABILITE DANS LE BASSIN DU JOURDAIN

Une fois examinées les tensions qui sont le résultat de la pénurie de ressources en eau douce dans la région, il devient apparent qu'il faut une solution quelconque qui est acceptable à toutes les parties du désaccord. Des tentatives bilatérales de trouver une solution seraient vulnérables au désaccord d'une partie tierce, et donc douteuses. Il existe beaucoup de solutions techniques, mais il convient de les analyser d'un œil réaliste et critique afin d'établir leurs probabilités de succès. Nous examinerons d'éventuelles solutions pour déterminer le niveau d'amélioration de la situation politique régionale afin d'établir s'il y en a une parmi elles qui offre la possibilité de trouver une solution acceptable pour la pénurie d'eau.

La désalinisation semble être le moyen le plus attrayant et le plus efficace d'augmenter les ressources en eau dans la région. L'eau de mer est une source inépuisable et la technologie existe pour satisfaire la demande probable du bassin³⁹. Mais ça coûte cher ! Une centrale de désalinisation capable de traiter les 250 millions de m³ par an (environ la moitié des besoins d'Israël, de Cisjordanie et de la Jordanie) coûte au-delà d'un milliard de dollars⁴⁰. De plus, l'eau désalinisée coûte 25 cents par m³. Il faut aussi considérer le coût de transport de l'eau de la centrale aux zones habitées. Dans quelques cas, il serait nécessaire de transporter l'eau sur des centaines de kilomètres. Une telle contrainte augmenterait le prix de désalinisation à des niveaux non-rentables⁴¹. Néanmoins, la désalinisation pourrait être une réponse à la plupart des problèmes régionaux d'eau douce. Pour rendre le processus rentable et pratique, il faudra la coopération de tous les Etats du bassin ainsi que les organisations non-gouvernementales, comme la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International, par exemple, pour faire face au bilan estimé des cinq milliards de dollars pour désaliniser les

³⁹ La désalinisation est un processus d'osmose renversé : de l'eau sous une pression de centaines de bars est forcée à travers d'une membrane qui laisse passer les petites particules d'eau, tout en excluant les particules de sel, qui sont plus grandes.

⁴⁰ Amikam Nachmani, *Water Jitters in the Middle East* (Ramat Gan: Begin-Sadat Centre for Strategic Studies, 1997), p. 86.

⁴¹ Ibid. p. 87.

750 de millions de m³ par an pour la décennie à venir⁴². Il convient de noter que ce coût n'est que de 50 dollars par personne, c'est à dire moins de 0.5% du PNB par Israélien et moins de 2,5% du PNB par Jordanien.

Une autre méthode pour pallier la pénurie de ressources en eau douce est le procédé « cloud seeding », déjà employé dans le nord d'Israël, dont le résultat est une augmentation du volume de pluie de 5% par an⁴³. Le procédé « cloud seeding » sur une échelle plus large pourrait produire jusqu'à 100 millions de m³ supplémentaires par an, mais son potentiel de mise en œuvre est très faible sur le plan régional.

Le recyclage de l'eau usée, puis sa redistribution, offre la possibilité d'améliorer les rapports dans la région. La mise en œuvre sur une grande échelle du recyclage de l'eau dans les zones urbanisées d'Israël aurait pour effet non seulement une augmentation de la ressource disponible, mais aussi la possibilité d'utilisation des eaux usées pour l'irrigation. De ce fait, le secteur agricole, un des secteurs clés de l'idéologie israélienne, serait efficacement soutenu. On a établi que l'on peut garder à un niveau bas les coûts de traitement de l'eau en l'utilisant d'abord à des fins domestiques, avant de la recycler pour les besoins d'irrigation⁴⁴. Cette approche permettrait la redistribution de l'eau anciennement utilisée pour l'irrigation par les Palestiniens de la Cisjordanie, où la demande est la plus importante. Une telle action améliorerait sans doute les rapports entre les Israéliens et les Palestiniens. Cependant, étant donné les discours récents des deux parties au sujet de la ressource en eau douce ainsi que leur méfiance et leur suspicion mutuelles, une telle proposition semble peu probable. Peut-être faut-il une approche plus radicale pour établir un accord. Ainsi, la combinaison des fonds des ONG et la pression des Etats-Unis (qui ont une influence de haute importance au Moyen Orient) pour engager un programme de recyclage par Israël, pourraient avoir un effet sans commune mesure avec les quantités d'eaux produites.

Cependant, les mesures techniques ne constituent pas la première étape vers une solution au problème de la pénurie de ressources en eaux. La principale difficulté provient d'une méfiance certaine et profonde dans les rapports inter étatiques. Il est donc clair qu'il faudra établir en amont des relations de confiance. Dès qu'un climat de confiance mutuelle

⁴² Idem.

⁴³ Shapland, Op. Cit. p. 49.

⁴⁴ Idem.

aura été atteint, on pourra espérer que des mesures techniques pourraient être trouvées. La distribution de l'eau est actuellement faible dans la région. Vulnérable à la manipulation, l'information est occultée par les préjugés nationaux⁴⁵. Il y a, en effet, un manque de transparence. Selon Gleick, il précise que :

« L'action qui vise à cacher les données a pour conséquence des changements imprévus de flux (à cause des variations naturelles ou des changements de climat) qui pourraient être perçus et interprétés plutôt comme des manipulations intentionnelles que des événements géophysiques »⁴⁶.

Afin d'éclairer des priorités, des besoins et des demandes sur un plan national, et en amont des négociations et des mesures techniques, il faudra établir le principe de partage de données, ce qui est déjà le cas entre les Israéliens et les Palestiniens des territoires occupés⁴⁷. Si, dans le contexte des rapports passés, on peut créer un tel système, il devrait servir d'exemple aux autres Etats riverains (en particulier la Syrie) : disposant d'une volonté politique (et, il faut le dire, agissant sous une certaine pression extérieure), il est possible de mettre en place les conditions initiales pour régler la question de la pénurie de ressources en eau. Si les besoins de base ne sont pas établis, il y a peu de chances de faire progresser les désaccords sur la ressource en eau dans le bassin. Cependant, il faudra une volonté politique importante et du courage de la part des hommes politiques qui devront prendre un risque pour qu'une telle démarche empreinte d'efforts parvienne à traiter définitivement ce problème.

Il semble que la coopération mutuelle soit clé dans la solution du problème de ressources en eau. Des le début, il conviendra d'établir des mesures de construire la confiance, afin de préparer le chemin pour les négociations sur les droits d'eau, les allocations futures et les mesures techniques à adopter. Israël est en mesure de changer fondamentalement les rapports, au moins en ce qui concerne les ressources en eau douce pour les Palestiniens. Les Israéliens ont la capacité et l'expertise technique de recycler l'eau usée afin de rendre disponible des ressources en Cisjordanie, au-delà des 28 millions de m³ supplémentaires qu'ils ont déjà allotés aux Palestiniens pendant les

⁴⁵ Gleick, Op. Cit. p. 119.

⁴⁶ Peter H. Gleick, "Reducing the Risks of Water Related Conflicts in the Middle East" de *Practical Peacemaking in the Middle East*, par Spiegel et Pervin, Op. Cit. p. 107.

⁴⁷ Shapland, Op. Cit. p. 35.

négociations pour la paix⁴⁸. Bien que cette action touche leurs propres ressources en eau, la portée serait si limitée qu'il y aurait un effet négligeable sur les colons en Cisjordanie. En outre, si la Banque Mondiale ou le FMI assistaient dans les projets de 2 centraux de désalinisation en méditerranée, non seulement Israël ne sentirait-elle pas la réduction des ressources existantes, mais aussi l'effet des centraux serait sensible sur un niveau régional. Réaliser cette vision utopique exigerait de vraies tentatives de franchir la fosse entre l'Israël et ses voisins riverains. Comme démontré dans l'accord de Wye River, les Etats –Unis ont l'influence d'obliger Israël à faire des concessions afin de promouvoir la paix. Il pourrait être le bon temps pour les Etats-Unis, agissant éventuellement avec la Russie, d'essayer d'établir les conditions sous lesquelles la Syrie reconnaîtrait ses frontières avec Israël. Par cette approche, on pourrait arriver au début des négociations s'agissant non seulement des ressources en eau, mais aussi d'autres problèmes entre les deux pays. Des solutions du problème des ressources en eau douce sont évidemment en portée de toutes les parties prenantes – il faudra une coopération réelle à tous les niveaux pour les réaliser.

Les experts sont d'accord que partager les données d'eau et commencer des projets techniques, comme la désalinisation et le recyclage, seraient efficace pour pallier à la pénurie en eau, si seulement il s'agissait d'un problème isolé⁴⁹. Cependant, bien que beaucoup de ces experts croient que l'on pourrait trouver des solutions au problème des ressources en eau, ils oublient le fait qu'il y a d'autres influences qui empêchent une solution. L'effet de ces autres facteurs, qui façonnent les rapports dans la région, est de rendre peu probable une solution en isolation dans le cadre purement technique. Afin de comprendre le rôle que joue les ressources en eau douce dans le cadre plus large des rapports régionaux, il convient, donc, d'examiner quelles sont les autres influences clés dans le bassin du Jourdain.

⁴⁸ Ibid. p. 49

⁴⁹ Gleick, Op. Cit. p. 99.

CHAPITRE 5

D'AUTRES SOURCES DE TENSION DANS LA REGION

Considérer le problème de la ressource en eau comme la seule cause de tension dans le bassin du Jourdain est cependant une approche trop restrictive. La pénurie en eau est indissociable d'une approche globale où d'autres phénomènes, intrinsèquement porteurs de sources de tension, se marient et se conjuguent. Il s'agit notamment de la croissance démographique, de la religion, de l'ethnicité, et du déséquilibre de puissance relative.

Au sein du processus de paix, le gouvernement israélien doit faire en sorte de garder le soutien des conservateurs et des libéraux sans lesquels il ne peut pas agir. Ce chemin est difficile. Car l'approche mise en œuvre par le gouvernement est loin d'obtenir l'adhésion de tous. Tous partis confondus, une position de plus en plus dure s'inscrivant contre des concessions supplémentaires aux voisins arabes émerge. Du fait du transfert à l'Autorité Palestinienne de plus des deux tiers de la Cisjordanie, les propos des hommes politiques se sont notablement durcis, et prennent souvent un caractère belliqueux. Cette tonalité générale tend à exacerber les tensions tant au sein de la communauté politique israélienne que dans la relation entre Israël et ses voisins arabes. Après des pourparlers de paix avec son homologue palestinien, et afin de rassurer les conservateurs qui ont constaté un adoucissement de la position israélienne, l'ancien ministre d'infrastructure israélien a ainsi déclaré :

« Il sera impossible d'atteindre la paix avec Arafat... Arafat a personnellement ordonné le meurtre de femmes, d'enfants et d'anciens. Je ne traiterai pas avec lui. »⁵⁰.

Bien que des progrès notables aient été poursuivis depuis ce discours dans le processus de paix, il est difficile de voir comment la confiance pourra s'établir dans un tel paysage de récrimination.

⁵⁰ BBC Monitoring CD-ROM, du journal israélien "Ha'aretz", Tel Aviv, le 3 juillet 1997.

Dans le cadre des rapports israélo-jordaniens, les conséquences de la mort du Roi Hussein de la Jordanie ne peuvent à ce stade être toutes évaluées. Le jeune roi ne bénéficie à l'évidence ni de la réputation internationale de son père, ni de son expérience profonde, ce qui constitue une incertitude supplémentaire pour la suite du processus de paix.

La politique de construction des implantations israéliennes en Cisjordanie bénéficie par nature d'un large soutien populaire israélien car elle est issue d'un projet idéologique et sécuritaire simple et clair. Ainsi, les 350000 Israéliens qui habitent les Territoires Occupés bénéficient toujours de l'appui d'un pourcentage important de la population israélienne. La poursuite de cette politique, voire même son élargissement (en particulier en Cisjordanie et au Golan) demeure donc toujours un sujet politique de grand intérêt pour l'électorat. En bref, elle aide à définir la popularité et le succès du gouvernement⁵¹. Cependant, les conséquences de ces implantations sur la population palestinienne sont graves. Des domiciles palestiniens ont été démolis afin de permettre le développement de nouvelles zones pour les colons. Tout le monde garde en mémoire, la nature et le degré de violence qui pris corps dans la ville cisjordanienne d'Hébron. Sur le terrain les rapports quotidiens qui découlent de cette politique entre les colons, les autorités israéliennes et les Palestiniens sont extrêmement complexes. Il est probable que la confrontation continuera autant que les villages palestiniens se trouveront encerclés par les villages dits « stratégiques » dont l'objectif est de renforcer le contrôle israélien du territoire.

L'accord de Wye River ne contient aucune référence spécifique aux implantations et à leur construction⁵² : le problème reste donc entier car elles sont un ressort essentiel des tensions qui subsistent localement sur le territoire et plus généralement sur toute la région. La Jordanie soutient l'appel des Palestiniens pour la retraite des colons des Territoires Occupés. L'ancien Roi Hussein a ainsi déclaré :

⁵¹ Robert Bowker, *Beyond Peace, The Search for Security in the Middle East* (Londres: Lynne Rienner Publishers, 1996), p. 70.

⁵² L'Accord de Wye contient les 5 « pas » dont l'objectif est de faciliter l'implémentation de l'Accord Temporaire sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Aucun de ces « pas » ne contient de référence à la construction des implantations, mais les négociations ont eu lieu sur l'expansion des enclaves palestiniennes.

« Les implantations sont contrevenantes de la loi internationale... L'établissement des implantations encourt des dangers... [et] les oblige [c'est à dire, les Palestiniens] à émigrer. »⁵³

La poursuite d'une politique de construction d'implantations peut donc être raisonnablement considérée comme une barrière, non seulement aux initiatives d'une paix réaliste dans les Territoires Occupés, mais aussi peut-être à une paix plus large dans la région.

Un autre facteur aggravant des tensions internes et externes des pays de la région est d'origine démographique. Les prévisions de croissance de la population régionale sont telles que les problèmes de pénurie en eau douce, de pauvreté, et de l'instabilité sociale sont amplifiés, démultipliant d'autant les risques de tension régionale. Bien que le problème des ressources disponibles en eau douce soit exacerbé par des changements démographiques régionaux, il ne faut pas regarder l'effet d'une augmentation de la population sur les rapports régionaux seulement au travers de ce prisme. Il convient d'avantage de la regarder dans le contexte plus large des autres problèmes touchés par ces changements.

Une rapide étude des taux de croissance démographique dans la région indique quelles sont les zones ayant une croissance rapide de la population dans les états riverains du bassin du Jourdain. Cette croissance se traduit mécaniquement en demande supplémentaire de ressources en eau douce, en demandes plus importantes d'alimentation, elle-même utilisatrice de ressources en eau pour l'irrigation.

Le taux de croissance de la population en Cisjordanie est supérieur à 3% par an ; celui de la Bande de Gaza est probablement plus élevé, mais des chiffres définitifs ne sont pas disponibles. En Israël, l'influx important des immigrants, surtout des juifs ex-soviétiques, a récemment changé le taux de croissance démographique de 2% à 2,3% par an, mais la durée de cette augmentation ne serait que temporaire, avant que le taux de croissance ne revienne à un niveau plus normal. La Jordanie a un taux de croissance démographique à 3,4% par an, mais suite au retour des travailleurs migrants jordaniens pendant la guerre du golfe, sa population est 10% plus grande qu'auparavant. La Syrie fait

⁵³ BBC Monitoring CD-ROM 1997, d'une émission de la Radio du Royaume Hashemite de la Jordanie, Amman, le 4 décembre 1997.

aussi l'objet d'un taux important (3,8% par an), tandis que le Liban va mieux avec un taux de 2,1%⁵⁴. Même s'il y a une réduction dans le taux de croissance démographique dans l'avenir proche, on a calculé (pour une consommation domestique d'environ 100 m³ par personne par an) qu'il ne restera plus d'eau douce au bassin du Jourdain d'ici vingt ans⁵⁵. Une citation récente de Klaus Töpfer, Directeur Générale du Programme de l'Environnement de l'ONU, est à cet égard très pessimiste. Il s'est déclaré « complètement convaincu » du caractère inéluctable d'un conflit lié au manque prévisible de ressources naturelles, en particulier l'eau douce, du fait de l'augmentation de populations sans « une augmentation proportionnelle en eau douce »⁵⁶.

On s'attend ainsi à ce que le degré de la pauvreté en Cisjordanie devienne pire à cause de la croissance démographique⁵⁷. Pour la Cisjordanie, les prévisions indiquent une population de 1,84 millions de personnes en 2010 (chiffre actuel : 1,4 millions). La bande de Gaza subira une augmentation démographique encore plus importante : elle passera de 750 mille à 1,37 millions de personnes en 2010. On peut aisément percevoir les conséquences sociales et économiques de telles prévisions, et ce en l'absence de tout système de sécurité social et face à un chômage déjà chronique. Il convient de noter que la politique du gouvernement israélien est de limiter les nombres de Palestiniens qui travaillent en Israël. Ceci a eu un effet notable sur le taux de chômage. Mais rendre coupable les seuls Israéliens n'est pas entièrement justifié. Même les actions des ONG de bonne réputation, comme l'Agence des Travaux et du Secours de l'ONU, ont jusqu'à aujourd'hui réalisé peu de progrès. Cependant, comme on le lit dans le rapport particulier de l'Autorité Palestinienne sur la pauvreté en Palestine, il apparaît que certaines actions israéliennes, telles que les démolitions de maisons et les fermetures de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ont eu un impact réel sur la pauvreté. En effet, elles ont eu un effet pervers sur l'économie palestinienne et le niveau de vie à une période cruciale de leur développement⁵⁸. Conjugées avec l'accroissement de la population, ces actions risquent de provoquer un regain de tension et éventuellement un conflit.

⁵⁴ Chiffres de Shapland, Op. Cit. p. 41 et la Center for Strategic and International Studies (Centre des Etudes stratégiques et internationales), *World Population Trends, Regional Issues and the Middle East as a Case Study*, (Washington: CSIS, 1996).

⁵⁵ Shapland, Op. Cit. p. 42.

⁵⁶ Article du journal londonien, *The Daily Telegraph*, 2 janvier 1999, pp. 11 et 23.

⁵⁷ L'Autorité Palestinienne. *Poverty in Palestine* (www.pna.net/povertyconf.htm 1998). On estime un taux de pauvreté à 16% de la population en Cisjordanie et à 38% en Bande de Gaza.

⁵⁸ L'Autorité Palestinienne. Op. Cit. *Poverty in Palestine*, p. 3.

On pourrait spéculer sur la question de la forme que pourrait prendre la violence : se manifesterait-elle localement entre les colons israéliens et leurs voisins arabes, ou deviendrait-elle plus répandue ? Il est probable que la pression de la pauvreté aura pour résultat une action quelconque par les Palestiniens dépossédés contre les Israéliens en Cisjordanie (et peut-être au-delà des Territoires Occupés) et que ceci sera caractéristique de la décennie à venir.

Les changements démographiques nourriront peut-être les tensions non seulement du fait de la pauvreté, mais aussi par une augmentation de l'instabilité sociale à cause de la jeunesse relative des sociétés. En 1995, entre 45% et 50% de la population dans la région (sauf en Israël) était adolescent. Les auteurs Kemp et Harkavy ont démontré que quand il y a un grand nombre de jeunes chômeurs il est plus probable qu'ils soutiendront voire participeront à la violence⁵⁹. L'observation qu'il y a un lien entre la jeunesse relative d'une société et son inclination de violence est confirmée par de nombreux désordres qui ont eu lieu dans les Territoires Occupés. Il n'y a aucun doute qu'en Cisjordanie et en bande de Gaza la violence, provoquée ou non, a été souvent caractérisée par la participation de jeunes Palestiniens qui réagissaient contre les autorités militaires israéliennes.

La religion et l'éthnicité jouent leurs rôles dans l'apparition et l'entretien de la violence dans le bassin du Jourdain⁶⁰. De telles tensions dans un pays présentent le danger d'un élargissement des conflits au-delà des frontières et pourraient, donc, avoir des répercussions plus larges dans la région. L'idéologie israélienne d'*Eretz Yisrael*, déjà mentionnée dans ce mémoire, vient directement de l'Ancien Testament. La mosquée du dôme du rocher à Jérusalem est l'un des sites les plus sacrés du monde musulman. Sa position en Cisjordanie sert de foyer à l'opposition musulmane contre Israël non seulement pour les Palestiniens Cisjordaniens, mais aussi pour tous les états musulmans du bassin et du Moyen Orient en générale. La religion est donc une cause fondamentale de tension entre Israël et les Palestiniens des Territoires Occupés (qui sont principalement musulmans).

⁵⁹ Geoffrey Kemp et Robert E. Harkavy, *Strategic Geography and the Changing Middle East*, (Washington: Brookings Institution Press, 1997), p. 80.

⁶⁰ Saad Eddin Ibrahim, "Ethnic Conflict and State Building in the Arab World", *Powder Keg in the Middle East*, ouvrage collectif écrit sous la responsabilité de Geoffrey Kemp et Janice Gross Stein (Washington, D.C.: Rowland & Littlefield Publishers Inc 1995), p. 45.

Les actions des groupes fondamentalistes islamiques, telles que Hezbollah et Hamas, continue de poser une menace sérieuse de conflit de basse intensité contre Israël. Elles sont aussi un facteur déstabilisant dans le cadre des rapports internationaux, comme Lionel Jospin vient de le découvrir. Grâce à ses commentaires du 24 février 2000, quand il a traité de « terroristes » les actions frontalières de Hezbollah, il a subit « ...une véritable émeute : il lui a fallu échapper à une pluie de pierres »⁶¹ après une visite à une université en Cisjordanie deux jours plus tard. En effet, la religion sert de crie de ralliement pour les actions armées contre Israël.

Les rapports israélo-libanais empirent⁶². Le besoin d'améliorer les rapports entre les différentes factions religieuses et ethniques, surtout au Liban du Sud, est un problème difficile pour le gouvernement libanais. Cherchant une amélioration de la qualité de vie, le Liban veut contrôler le Litani pour produire l'énergie hydroélectrique dans la région sud du pays. Le Liban a demandé la fin de la zone de sécurité israélienne. Cette évacuation pose deux problèmes à Israël. D'une part, cela rend la partie nord du pays vulnérable à une éventuelle attaque syrienne. D'autre part, ceci aura des implications grave en ce qui concerne le contrôle du flux d'eau du Litani au Lac de Tibériade. Il y aurait, dans ce cas, une menace contre l'indépendance des ressources en eau d'Israël.

L'histoire du conflit dans le bassin du Jourdain, et au Moyen Orient en générale, a entretenu le besoin en capacités militaires fortes, comme en témoignent Israël et la Syrie. L'analyste Bowker croit que pour l'avenir proche, l'étendue militaire du conflit israélo-arabe se trouve dans « l'équation israélo-syrienne ». Il continue avec le constat que la Syrie est la seule nation de la région disposant de la capacité de monté une grande offensive contre Israël (même si cette capacité a été réduite suite au décès de son « parrain » principale, l'Union Soviétique), bien qu'une telle attaque soit vulnérable à la capacité supérieure de représailles d'Israël⁶³. Cependant, la supériorité technique des forces israéliennes ne menace pas nécessairement la paix régionale. Bowker croit qu'une ambition mutuelle d'éviter le conflit a eu pour résultat « ... une série de sous-entendus tacites et d'observation de certaines normes et règles. Les chaînes de communication... ont été raisonnablement efficaces »⁶⁴. Le maintien par Israël d'une capacité stratégique de

⁶¹ Article « Le Premier ministre adopte un profil bas », Le Parisien en Ligne, 28 février 2000, www.leparisien.fr

⁶² Berck and Lipow, Op. Cit. p. 151.

⁶³ Bowker, Op. Cit. p. 113.

⁶⁴ Bowker, Op. Cit. p. 116.

dissuasion nucléaire est une source plus importante de tension au Moyen Orient. Cependant, on peut se demander au quel degré elle exacerbe les tensions dans le bassin du Jourdain. En commun avec la plupart des états arabes, la Syrie a demandé qu'Israël devienne signataire à la traité de non-prolifération nucléaire. Par ailleurs, la raison principale de l'outil de dissuasion israélien n'est pas la Syrie mais l'Iran⁶⁵. Néanmoins la rétention d'une telle capacité est témoin de la détermination israélienne de rester la puissance principale dans la région.

Dans le cadre du conflit de basse intensité, et en particulier de l'action terroriste, c'est Israël qui a souffert le plus, surtout à cause des actions de Hezbollah et de Hamas. Bien que l'on prétende que ces actions ne représentent aucune menace à la sécurité nationale d'Israël⁶⁶, on a pu constater ces dernières semaines qu'elles ont pour résultat des actions israéliennes de représailles contre les « pays hôtes » des groupes terroristes, y compris la Syrie et le Liban. Elles ont aussi l'effet d'influencer la volonté d'Israël de faire des concessions pendant les pourparlers de paix. Bowker cite un chroniqueur israélien :

« Les dirigeants israéliens ne peuvent permettre aucune concession au Golan tandis que les proxies de la Syrie tuent des soldats israéliens au Liban du Sud »⁶⁷.

La probabilité qu'un conflit naisse à cause du déséquilibre militaire dans le bassin du Jourdain semble être loin, en particulier si on considère la position d'Israël comme puissance hégémonique au Moyen Orient. Cependant, la prééminence israélienne dans le domaine militaire est bien une source de tension. Cela a provoqué indirectement les activités terroristes des groupes fondamentalistes. On pourrait débattre longtemps sur le fait de savoir si de telles activités ont ou auront suffisamment d'impacte pour déclencher un conflit plus étendu dans le bassin du Jourdain.

⁶⁵ Ibid. p. 127.

⁶⁶ Ibid. p. 119.

⁶⁷ Idem.

CHAPITRE 6

CONCLUSION

Une tentative de comparer le rôle des ressources en eau en tant que source de tension dans le bassin du Jourdain avec les autres facteurs identifiés ayant le potentiel de créer des problèmes importants, puis d'établir leurs poids relatifs afin de décider lequel présente la plus grande probabilité de déclencher une tension ou un conflit dans l'avenir est peut-être au-delà des capacités même du chroniqueur le plus expérimenté du Moyen Orient.

Cependant, on peut constater sans équivoque que la question des ressources en eau douce est complètement imbriquée avec quelques-uns des problèmes les plus graves de la région. On ne peut pas la dissocier des désaccords sur la rétrocession des territoires (si intimement liée au besoin en ressources en eau nécessaires) qui nourrissent l'antagonisme et la méfiance entre Israël et les Palestiniens des Territoires Occupés. La stratégie israélienne de contrôle des ressources en eau ne fait rien pour améliorer les rapports entre Israël et la Jordanie, même s'ils sont plus cordiaux depuis l'accord de paix israélo-jordanien de 1994. Les ressources en eau et la sécurité sont les facteurs clés pour la rétrocession du Golan par Israël. Sans ce territoire Israël se sentirait menacé militairement par la Syrie, voire idéologiquement, car le concept même d'*Eretz Yisrael* serait remis en cause. La question des frontières et le besoin israélien de sécuriser les sources d'eau au-delà des ses frontières reconnues est au cœur de la tension entre Israël et la Syrie et Israël et le Liban.

Cette synthèse, même brève, révèle que les ressources en eau douce, le terre et les frontières sont des questions non-séparables qui ont une influence définitive sur les rapports dans la région. Sur le plan de l'importance stratégique, donc, les ressources en eau ne peuvent être regarder isolément comme source de tension : étant donné qu'elles sont étroitement imbriquées aux territoires et aux frontières, elles deviennent d'une importance stratégique évidente.

On pourrait dire que l'idéologie et les influences politiques nationales jouent un rôle aussi important que ceux des ressources en eau, de la terre et des frontières en tant

que sources de tension. Il est difficile de voir comment les rapports entre Israël et la Syrie peuvent s'améliorer et comment la tension entre eux peut être soulagée, étant donné qu'ils n'ont pas trouvé un accord politique en ce qui concerne leurs frontières. Une situation identique existe entre Israël et les Palestiniens. En effet, l'idéologie d'*Eretz Yisrael* et la posture des conservateurs durs au sein du gouvernement israélien semblent être incompatibles avec une vraie amélioration des rapports dans les Territoires Occupés et entre Israël et les autres états du bassin du Jourdain. Si ceci est vrai, il y aura peu d'espoir pour la paix.

Les accroissements de population, qui amplifieront les pressions sociales existantes dans les états et les territoires du bassin, pourraient nourrir des hostilités plus larges. Cette croissance démographique a le potentiel d'accroître les problèmes actuels, mais il est peu probable qu'elle sera la seule source de conflit. Cependant, agissant simultanément à d'autres problèmes, il pourrait être un facteur déstabilisant. On a constaté que la pression par les populations croissantes sur des ressources en eau de plus en plus rares est inquiétante, mais elle renforce d'avantage le facteur des ressources en eau comme source de tension, plutôt que celui de la croissance démographique. L'accroissement de la population ira de concert avec la fréquence de la pauvreté, mettant sous pression l'économie faible des Territoires Occupés. Encore une fois, on peut dire que l'accroissement servira à amplifier des problèmes existants et donc que la croissance démographique est potentiellement un facteur contributeur à une tension régionale élevée, mais qu'elle n'est pas nécessairement un facteur important en isolation.

L'hégémonie israélienne dans la région ne fait rien pour réduire la tension existante, mais telle est la situation depuis trois décennies. Elle continuera certainement à entretenir les mauvais rapports et elle empêchera une amélioration de la confiance inter étatique, mais il est peu probable que l'hégémonie israélienne sera la cause d'une détérioration importante de la situation ou qu'elle déclenche un conflit ouvert⁶⁸.

Ce balayage large des principales sources de tension a donc souligné le fait qu'avec les désaccords de terre et de frontières, les ressources en eau jouent un rôle important dans l'apparition de tension dans le bassin du Jourdain. L'eau est une partie intégrale des stratégies régionales, ce qui explique son poids pendant les négociations de

⁶⁸ Bowker, Op. Cit. p. 132.

paix au Moyen Orient⁶⁹. Cependant, même comme facteur stratégique pour les différentes parties du bassin, les ressources en eau ne sont pas les seuls facteurs qui façonnent la tension. Les influences politiques nationales et la religion en particulier sont d'une importance égale dans l'entretien des tensions régionales.

Bien que la coopération (surtout entre Israël et la Jordanie) ait commencé à traiter le problème de l'allocation des ressources en eau douce, on peut regarder la question de celles-ci comme un problème majeur face aux efforts pour trouver la paix. Essayer de trouver une solution technique, telle que la désalinisation à une échelle sans précédent ou le recyclage ne reconnaîtrait pas le fait que les ressources en eau soient bien imbriquées avec les problèmes stratégiques de territoires et de frontières. En refusant de garantir les fonds pour la construction du barrage d'Unité par la Jordanie et la Syrie, la banque mondiale a évidemment bien compris le rôle que jouent les ressources en eau dans le cadre plus étendu de la paix régionale. Engager des crédits sur ce problème, sans un environnement de confiance, de coopération et de paix permanente aurait simplement créé des schismes plus larges.

Il faut inclure tous les états et les territoires du bassin du Jourdain dans un dialogue dont l'objet est d'arriver à la réconciliation. Ne laisser qu'une seule partie hors de l'équation voudrait dire que le potentiel d'être une source de tension existera toujours pour la question des ressources en eau, dans son contexte stratégique. Selon Lowi, cependant : « ce sont les puissances hégémoniques qui réalisent la coopération dans les bassins internationaux »⁷⁰. Pourtant, les Etats-Unis et, peut-être, la Russie, ont un rôle à jouer pour surmonter ce qui devient un des points d'échec de la région : les rapports entre Israël et la Syrie. Il y a un progrès lent qui se réalise, au fur et à mesure, entre les Israéliens et les Palestiniens. Il est temps de réaliser un tel progrès ailleurs. Un accord quelconque qui traite des ressources en eau dans le cadre d'un accord de paix doit prendre compte des deux états les plus puissants de la région.

On peut conclure, donc, qu'une solution concernant uniquement la pénurie d'eau n'est pas loin, par les moyens des mesures de confiance et de coopération, suivis par les actions techniques, telles que la désalinisation et le recyclage. Cependant, étant donné la nature imbriquée des tensions actuelles, essayer d'offrir une solution permanente ne

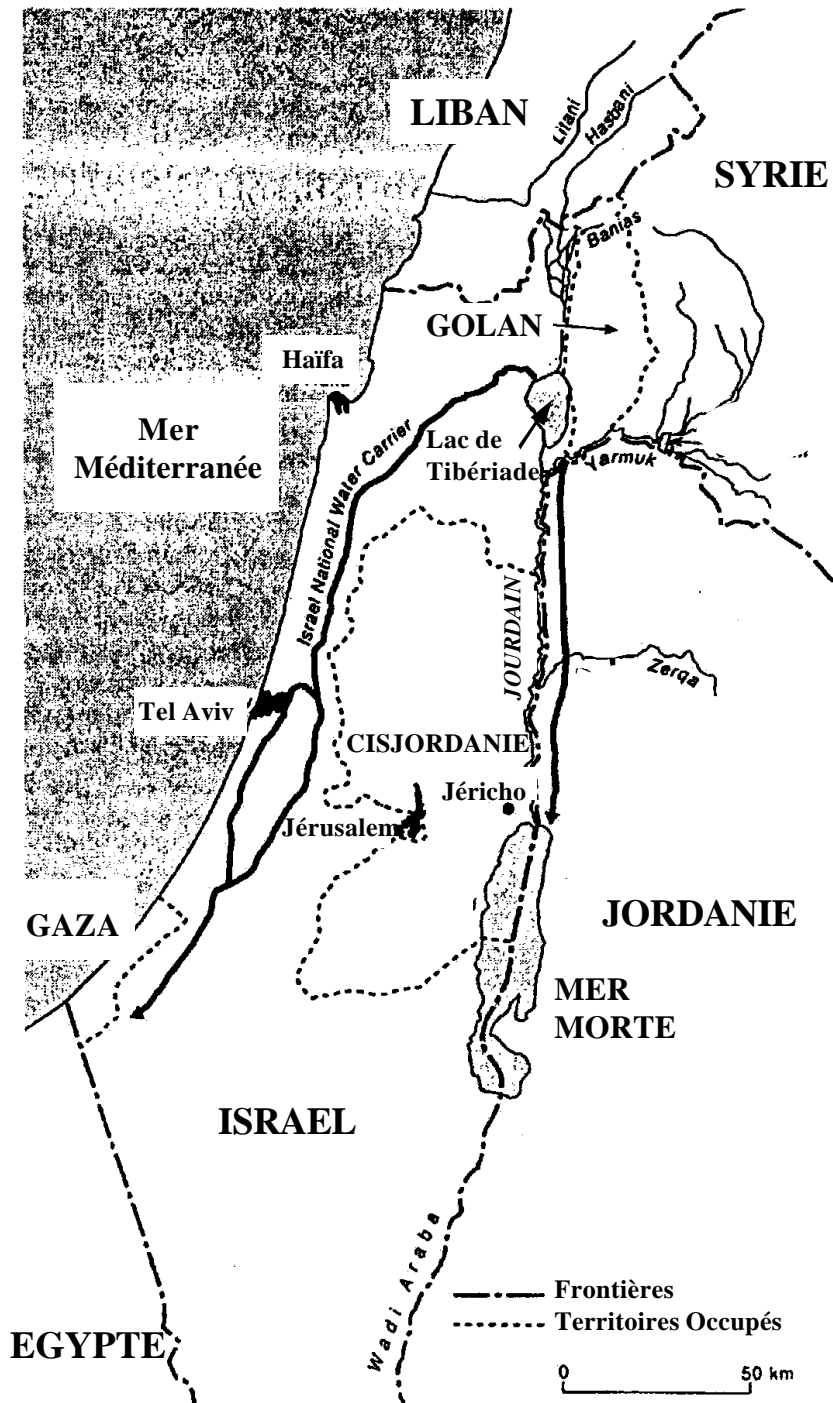
⁶⁹ Lowi, "Bridging the Divide", *International Security*, p. 114.

⁷⁰ Lowi, *Water and Power, The Politics of a Scarce Resource in the Jordan River Basin*, p. 203.

semble pas réaliste. Ce qui est sûr, c'est que les ressources en eau auront un rôle clé à jouer dans les stratégies des pays du bassin du Jourdain pendant le siècle à venir.

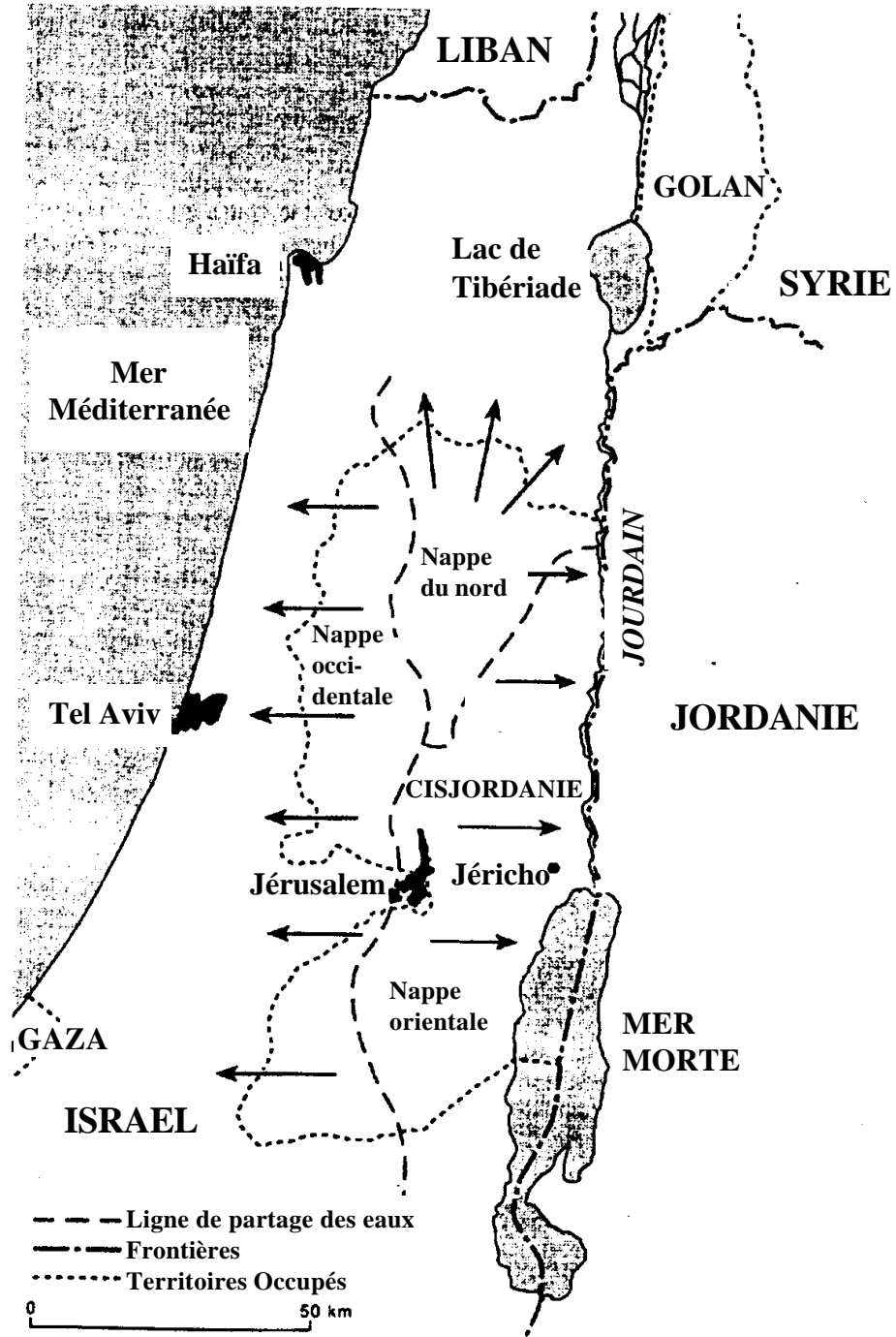
ANNEXE 1

LE BASSIN DU JOURDAIN



ANNEXE 2

LES NAPPES PARTAGEES PAR ISRAËL ET LES PALESTINIENS



LES ENJEUX STRATEGIQUES DES RESSOURCES EN EAU DANS LE BASSIN DU JOURDAIN

FICHE DE PRESENTATION

1. Les enjeux stratégiques des ressources en eau dans le bassin du Jourdain.
2. Major T J CARMICHAEL R SIGNALS MSc BSc Eng (Hons) AMIEE AIL
(Royaume Uni)
3. 15 mars 2000
4. Division D
5. Mémoire de stratégie
6. L'accès aux ressources en eau, ou son emploi en tant qu'outil stratégique, joue un rôle important au Moyen-Orient. L'enjeu stratégique des ressources en eau est une partie centrale du conflit continu entre l'Israël et ses pays voisins.
Ce mémoire a pour objet d'analyser l'importance stratégique d'une ressource en eau limitée et son rôle comme source de tension dans la région. Cette analyse fournira une compréhension de l'importance stratégique de la capacité d'eau à définir les relations inter étatiques, ce qui en fait un enjeu crucial à étudier dans le cadre des relations dans le bassin du Jourdain.
L'idée maîtresse du mémoire est que la question des ressources en eau est étroitement liée aux problèmes les plus déterminants de la région. En tant qu'importance stratégique, les ressources en eau ne peuvent être prises isolément des autres sources de tension dans la région. La stratégie de contrôle des ressources en eau a le potentiel de jouer un rôle déterminant en cas d'un conflit futur dans le bassin du Jourdain.
6. **Mots clés :** Stratégie, Moyen Orient, Israël, Syrie, Liban, Jordanie, Cisjordanie, Bande de Gaza, Jourdain, ressources en eau, pays riverains.

SOMMAIRE

Chapitre 1	Introduction	1
Chapitre 2	L'échelle du problème : le degré actuel d'insuffisance de ressource en eau douce dans le bassin du Jourdain	5
Chapitre 3	Le rôle de la pénurie d'eau dans la création d'instabilité dans la région	10
Chapitre 4	Des options dotées d'un potentiel de réduction de la tension et de l'instabilité dans le bassin du Jourdain	17
Chapitre 5	D'autres sources de tension dans la région.	21
Chapitre 6	Conclusion	28
Annexe 1	Le bassin du Jourdain	32
Annexe 2	Les nappes partagées par Israël et les Palestiniens	33
Bibliographie		

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- Beschorner N. Water and Instability in the Middle East London, Brassey's, 1992
- Bowker R. Beyond Peace, The Search for Security in the Middle East Londres, Lynne Rienner Publishers, 1996
- Gleick, P. H. Water in Crisis. A Guide to the World's Fresh Water Resources New York, Oxford University Press, 1993
- Kemp G. et Harkavy R. E. Strategic Geography and the Changing Middle East Washington, Brookings Institution Press, 1997
- Lowi M. R. Water and Power. The Politics of a Scarce Resource in the Jordan River Basin Cambridge, Cambridge University Press
- Nachmani A. Water Jitters in the Middle East Begin-Sadat Centre for Strategic Studies 1997
- Shapland, G. Rivers of Disaccord. International Water Disputes in the Middle East Londres, C. Hurst and Company, 1997
- Starr J. et Stoll D. US Foreign Policy on Water Resources in the Middle East Washington DC, CSIS, 1987

Journaux et Magazines

- Ali Mohammed H. M. « Water and the Middle East, the Water Conference in Istanbul : Economic Suggestions for Solutions to the Water Problem » Gulf Report Al-Hayat Londres, 1997
- Ha'aretz (Journal israélien) Tel Aviv, 1997
- The Daily Telegraph (Journal londonien) Londres, 1999
- La rareté de l'eau Ramses 2000
- Berck P. et Lipow, J. « Water and an Israeli-Palestinian Peace Settlement » New York, Garland Publishing Inc., 1995
- (sous Spiegel S. L. et Pervin D. J.) Practical Peacemaking in the Middle East, Vol II

Gleick P. H. (sous Spiegel S. L. et Pervin D. J.)	« Reducing the Risks of Water Related Conflicts in the Middle East » Practical Peacemaking in the Middle East, Vol II	1995
Ibrahim S. E. (sous Kemp G. et Gross Stein J.)	« Ethnic Conflict and State Building in the Arab World » Powder Keg in the Middle East	Washington DC, Rowland & Littlefield Publishers Inc, 1995
Lowi M. R.	« Bridging the Divide », International Security	Vol. 18, 1993
Shuval H. I.	« The Dispute over Water between Israel and its Neighbours : the Israeli- Palestinian Shared Use of the Mountain Aquifer as a Case Study » Israel Affairs	Vol II, 1995

Discours et Déclarations

Sharon A.	Discours en Knesset	Tel Aviv, 1997
-----------	---------------------	----------------

Autres médias

BBC Monitoring CD-ROM	Al-Hyat al Jadidah	Gaza, 1997
BBC Monitoring CD-ROM	Radio du Royaume Hashemite de la Jordanie	Ammam, 1997-8
BBC Monitoring CD-ROM	Voice of Palestine	1997
L'Autorité Palestinienne	« Poverty in Palestine » www.pna.net/povertyconf.htm	1998
Site web du gouvernement israélien	“Wye River Memorandum. Washington D.C., October 23 1998.”	1998
Le Parisien en Ligne	« Le Premier ministre adopte un profil bas » www.leparisien.fr	2000